

# La paradoxale victoire de Louise Mushikiwabo

Colette Braeckman

15 octobre 2018

Lorsqu'elle s'est installée derrière la grande table de la salle de conférences du Palais des Congrès d'Erevan, un mastodonte de style soviétique, Louise Mushikiwabo, la nouvelle secrétaire générale élue de l'organisation internationale de la francophonie semblait bien seule. Après l'avoir propulsée à la tête de l'organisation, le président Macron s'était éclipsé et dans la foulée, le président tunisien, dont le pays accueillera le prochain sommet tandis que les Premiers Ministres du Canada et du Québec donnaient des conférences de presse séparées.

La défection du président français s'explique sans doute par des questions d'agenda dictés par la situation politique en France, mais elle est apparue, au minimum, comme une incongruité. La cérémonie s'est finalement déroulée comme une grand messe dont l'officiant principal aurait déclaré forfait sans trop de considération pour ses fidèles. Le ministre des affaires étrangères du Rwanda, qui prendra ses fonctions à Paris en janvier prochain s'est cependant tirée de l'épreuve avec une aisance professionnelle. S'exprimant dans un français impeccable, elle a insisté qu'elle était d'abord Rwandaise mais aussi africaine et donc citoyenne du monde. Autrement dit, cette francophonie plurielle, métisse, parfois turbulente de plus de 80 pays

membres ou associés ne sera pas de nature à l'effrayer. Interrogée sur le rôle de la société civile, avec peut-être quelques arrières pensées, elle n'a pas hésité à citer l'exemple de son propre pays, où la société civile et surtout les associations de femmes et de jeunes avaient joué un grand rôle dans la reconstruction du pays et de la vie commune. Africaine ayant étudié aux Etats-Unis, elle a aussi insisté sur l'un des thèmes favoris du président rwandais Paul Kagame, qui partage cette passion avec le président Macron : mettre les nouvelles technologies au service du développement afin de stimuler l'innovation et de diversifier les emplois.

Sereine, déterminée, Mme Mushikiwabo la première femme originaire d'Afrique centrale à prendre la tête de l'organisation a donc été élue à l'unanimité des chefs d'Etat et de gouvernement présents et le « consensus » si cher à la « famille francophone » l'a donc emporté. Cette victoire, donnée pour acquise depuis longtemps, n'a cependant pas été évidente car en dernière minute, la secrétaire générale sortante Michaëlle Jean a livré un baroud d'honneur qui a fait du bruit, évoquant son bilan en matière de droits de l'homme et de défense des valeurs démocratiques d'une manière qui, implicitement, pouvait être inter-

prété comme une mise en cause de sa rivale. Sa dénonciation des « petits arrangements entre Etats » aurait pu briser le consensus tant recherché et, durant quelques moments on a pu redouter l'apparition d'une minorité de blocage. C'était oublier qu'à un autre niveau, tout était joué depuis longtemps car la diplomatie française s'était déployée depuis des mois en faveur de la candidate rwandaise.

C'est ainsi que le Canada avait accepté de lâcher son ancienne gouverneur en échange d'un futur siège au Conseil de Sécurité de l'ONU et d'autres faveurs et que surtout le « champ de bataille africain » avait été soigneusement balisé. Si la Belgique, qui dispose à la francophonie de deux voix, celle du « fédéral » et celle de la Fédération Wallonie Bruxelles n'avait aucune intention de s'opposer au choix de la ministre rwandaise déjà connue et appréciée, la diplomatie française, depuis des mois, s'était déployée sur le terrain africain. C'est lors de la dernière réunion de l'Union africaine à Nouakchott (Mauritanie) que tout s'est joué : Mme Mushikiwabo fut reconnue comme la candidate de tous les pays africains, y compris les plus fidèles « petits soldats » du pré carré de la « Françafrique », Gabon, Bénin, Tchad qui se sont ralliés au choix français. « Nous avons découvert à quel point le Rwanda, par ses succès économiques, son entregent, était populaire en Afrique de l'Ouest » nous confiait un négociateur congolais, « et à quel point la diplomatie française s'était activée en sa faveur. » Alors que la RDC se montrait réticente, compte tenu d'une opinion publique qui n'a pas oublié le soutien apporté par Kigali à divers mouvements rebelles et les guerres des années 2000, le pré-

sident Macron avait dépêché à Kinshasa l'un de ses conseillers Afrique, Franck Paris, qui a emporté la décision d'un président Kabila jusque là réticent et qui n'a d'ailleurs pas fait le déplacement à Erevan. Kinshasa, qui s'est retranché derrière le vote d'une Afrique unanime, a cependant tenté de monnayer son soutien en insistant pour que Kigali retire définitivement son appui aux groupes rebelles qui subsistent, comme le M23 qui circule sans entraves de l'Ouganda, un appui que Kigali dément à chaque occasion. . .

Les Congolais souhaiteraient aussi que soit réactivé un instrument régional que le Rwanda avait jeté aux oubliettes car encouragé naguère par la Belgique : la CEPGL, communauté économique des pays des Grands lacs, qui permettait la libre circulation entre le Congo, le Rwanda et le Burundi et surtout prévoyait la mise en œuvre de projets économiques communs.

Reste à comprendre les raisons du choix d'Emmanuel Macron. A première vue, elles ne manquent pas : l'économiste qu'il est sait de quelle manière le Rwandais Donald Kaberuka a réformé et transformé la Banque africaine de développement, il connaît le plan de réformes de l'Union africaine mis en œuvre par son président Paul Kagame. Pragmatique, soucieux du bon usage des deniers de la France (le principal contributeur de la francophonie) il estime aussi que l'organisation, qui fêtera bientôt son 50<sup>e</sup> anniversaire a besoin d'être dépoussiérée, rénovée, ramenée à ses fondamentaux, sans plus s'égarer sur des pistes déjà occupées par d'autres organisations comme, par exemple, la certification des médicaments. . . Sur le plan de la rigueur, des contrôles budgétaires et de la fin des copinages, la réputation du

Rwanda a dépassé ses frontières et, mis à part quelques « apparatchiks », les réformes qui s'annoncent seront plutôt bien accueillies au sein de l'institution.

Reste le soupçon, sinon la certitude, d'une manœuvre audacieuse du Jupiter parisien, une sorte de « coup de billard à trois bandes », par lequel le président français, à quelques mois du 25<sup>e</sup> anniversaire du génocide au Rwanda, aurait tenté de liquider définitivement un dossier qui n'a pas fini de hanter les consciences françaises, à savoir la responsabilité de Paris dans le soutien aux auteurs du génocide et les conséquences de l'Opération Turquoise.

L'histoire est cruelle et aussi ironique : voici un quart de siècle, c'est au nom de la défense du pré carré fran-

çais face aux Anglo Saxons et en invoquant la défaite de Fachoda face aux "Anglophones" que Paris tenta de justifier son appui au gouvernement Habyarimana puis aux forces qui mettaient en oeuvre le génocide. Et aujourd'hui, voilà que c'est Louise Mushikiwabo, dont la famille fut mise à mort par des génocidaire que la France ne décourageait pas, qui se retrouve à la tête de la francophonie. Elle doit ce poste à ses qualités propres, à son entregent et ses compétences, au soutien de l'Afrique unanime. Mais elle elle bénéficie aussi d'une manœuvre diplomatique de haut vol, menée par le président Macron en personne et dans la meilleure tradition d'une Francafrique encore bien réelle...

15 octobre 2018